

Zitierhinweis

Escafré-Dublet, Angéline: Rezension über: Yann Scioldo-Zürcher, Devenir métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2005), Paris: Éditions de l'EHESS, 2010, in: ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2011, 2.1 - Mobilités, S. 567-569, DOI: 10.15463/rec.1189735905, heruntergeladen über Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

dont les travaux sur les modalités et les effets de la « déstabilisation des marchés internes » fournissent l'une des clés de lecture les plus éclairantes des évolutions en cours sur le marché du travail français. L'historienne aurait certes pu souligner davantage que ce segment en demeure la composante centrale et qu'il n'est pas davantage dénué d'inconvénients que les autres (à commencer par une forme de sous-rémunération relative pendant la plus large partie du cycle de vie professionnel). Mais elle met en évidence les formes spécifiques que prend sa fragilisation, notamment la concentration des phases de chômage de ses salariés aux âges élevés. Elle montre également comment, à l'image de l'encadrement juridique des licenciements, les mutations du droit social dans les années 1970 et 1980 font de plus en plus dépendre le risque de précarisation subi par les salariés de leur statut de travail plutôt que du type d'entreprises qui les emploient.

Saisir les transformations des dernières décennies du XX^e siècle par le biais d'une population étrangère de plus en plus vulnérable sur le marché du travail permet d'en mieux appréhender les conséquences. L'une des conclusions d'A.-S. Bruno est que davantage qu'une surexposition au risque de chômage, ce sont les stratégies contraintes de fuite hors du salariat qui distinguent les salariés tunisiens, en les incitant à se mettre à leur compte (promotion de la figure du « petit épicier maghrébin ») voire, notamment pour ceux qui travaillent dans le secteur « intermédiaire », à retourner temporairement ou définitivement au pays.

Ces résultats globaux ne rendent pas justice de la richesse d'un livre dont chaque page a été mûrement pensée. Le livre multiplie les morceaux de bravoure telles la mesure des fractionnements internes à chaque secteur d'activité économique; la mise en évidence des facteurs qui rendent les membres de la Chambre de commerce de Paris plus ou moins réceptifs aux demandes de cartes de commerçants étrangers; ou la mise au point, en partenariat avec Noël Bonneuil, d'un modèle de simulation des contraintes qui freinent ou facilitent l'accession des étrangers à des postes d'encadrement selon les pôles du marché du travail.

Il est à espérer que *Les chemins de la mobilité* sera abondamment lu et discuté, tant par les sociologues et les économistes du travail que par les historiens. Ces derniers, au-delà même de son objet d'étude, trouveront un grand bénéfice à se pencher sur ses implications épistémologiques. Tout en permettant de revisiter les discussions des années 1990 sur les « jeux d'échelles », l'ouvrage dissipe en effet les préjugés sur l'impossibilité du « microscopique » à généraliser, ou de l'histoire quantitative à contextualiser finement. Mais surtout, l'ouvrage fait honneur au métier d'historien, en montrant sa capacité à contribuer sur des points essentiels à l'intelligence du monde contemporain sans verser dans le finalisme ni le présentisme.

PAUL-ANDRÉ ROSENTAL

1 - Significativement, c'est du côté de la démographie qu'il faut chercher une explicitation de ce glissement d'une statistique fréquentiste vers une statistique bayésienne, et de ses implications sur les sciences sociales contemporaines. Voir Daniel COURGEAU (éd.), *Du groupe à l'individu. Synthèse multiniveau*, Paris, Éd. de l'INED, 2004.

2 - Voir Claire LEMERCIER et Claire ZALC, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008.

3 - Chloé TAVAN, « Migration et trajectoires professionnelles, une approche longitudinale », *Économie et Statistique*, 393-394, 2006, p. 81-99, indique ainsi que la durée entre le premier emploi et la première promotion professionnelle est considérablement plus longue pour les immigrés ayant quitté leur pays après la fin de leurs études que pour les nationaux, mais qu'elle est au contraire comparable pour ceux qui ont achevé leurs études en France.

Yann Scioldo-Zürcher

Devenir métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole, 1954-2005

Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 462 p.

À travers le prisme de l'intervention publique, Yann Scioldo-Zürcher construit une histoire politique, économique et sociale de l'expérience du rapatriement en France, qui vient combler un vide par rapport aux travaux sur l'arrivée

des pieds-noirs (Jean-Jacques Jordi) ou, plus récemment, les comportements politiques (Emmanuelle Comtat). Il montre comment la puissance publique a déployé un important dispositif d'aide aux rapatriés d'Algérie qui s'est concrétisé successivement par une politique d'accueil, d'installation et d'indemnisation. Partant de la guerre d'Algérie, l'analyse court jusqu'aux récents développements d'une politique mémorielle et inscrit ainsi l'ajout d'un article de loi saluant « les apports positifs de l'immigration » dans une tradition parlementaire de victimisation des ressortissants d'Algérie¹. La question nationale est centrale dans l'analyse qui souligne l'importance du statut de ces ressortissants de nationalité française, même rapatriés, par rapport à celui des immigrés de nationalité étrangère.

S'appuyant sur des sources épistolaires déposées aux Archives nationales, il donne à entendre la vision de l'Algérie par les Français qui y vivaient : société où régnaient de fortes disparités sociales et économiques certes, mais où la misère des Algériens était facilement imputée à des caractéristiques ethniques congénitales, voire relativisée par les conditions de vie difficiles de certaines familles européennes ; tandis que la capacité des colons à venir y exploiter les terres et à y développer des industries était présentée comme ayant grandement contribué à développer la richesse du pays. De ces propos ne filtrait guère l'important ostracisme de la société où l'ascension sociale algérienne était difficile, sinon impensable. De leur côté, les Français métropolitains avaient aussi une image faussée des Français d'outre-mer, qu'ils voyaient facilement comme de riches propriétaires terriens à la tête de vastes domaines. Ils ne percevaient pas l'importante stratification sociale et économique de cette société. En contrepoint de la vision des Français d'Algérie et des Français métropolitains, l'auteur fournit, avec tableaux et chiffres à l'appui, des éléments qui permettent de saisir la réalité sociale et économique de l'Algérie française.

L'auteur situe son histoire du rapatriement au cœur de ce drame de l'incompréhension entre métropolitains et Français d'Algérie, qui permet de prendre conscience de l'ampleur du

déchirement politique qu'a pu représenter la guerre. Sentiment des Français algériens de demeurer incompris des métropolitains face à la panique et la violence en Algérie, impression d'étrangeté des métropolitains face à l'arrivée de ces rapatriés sur le sol français que des années de discours sur l'empire colonial vouaient à apparaître comme « exotiques » à leurs yeux.

Malgré les divergences de vues qui caractérisaient les populations françaises sur chacune des rives de la Méditerranée, le fait national joua pleinement à l'approche de l'indépendance algérienne. Le gouvernement français de la V^e République organisa le rapatriement de ses nationaux en votant la loi-cadre du 26 décembre 1961 qui définissait les rapatriés comme tous les Français d'outre-mer « ayant dû ou estimé devoir quitter un territoire [sous souveraineté française] où ils étaient établis ». Qu'ils aient quitté l'Algérie avant 1962 ou plus tard, ils furent des centaines de milliers à pouvoir bénéficier de ce statut qui leur donna accès à des aides différentes selon leur besoin (en 1962, l'Algérie perd 70 % de sa population française qui s'élevait à environ un million au début de la guerre).

L'État déploya un important dispositif d'accueil et d'aide à l'installation, qui jette un jour nouveau sur les capacités de la puissance publique à accompagner l'intégration de populations déplacées, pour peu qu'il les reconnaisse comme membres de la nation. De la réaffectation dans la fonction publique aux hébergements en centres de transit, jusqu'à l'attribution d'allocations spécifiques en fonction du revenu, la politique d'intégration des rapatriés met en évidence la prégnance du fait national : pour bénéficier de ces aides, il valait mieux être Français d'Algérie qu'étrangers rapatriés. Alors que les premiers y avaient droit malgré leur participation à des organisations anti-républicaines pendant les années précédentes, les seconds devaient démontrer leur appartenance à la Résistance avec document à l'appui pour pouvoir espérer recevoir une allocation d'aide.

Cependant, l'ouvrage va plus loin que la simple solidarité organique envers l'élément national et propose un second niveau d'analyse en montrant qu'à travers cette politique il s'agit

aussi d'organiser le retour à une paix sociale après les tourments de la période de guerre. Il fallait, en effet, canaliser le mécontentement des rapatriés qui s'estimaient trahis par la France. L'auteur souligne ainsi le soin qu'ont eu les autorités à ne pas faire étalage des aides octroyées aux rapatriés. La télévision a alors servi de support en véhiculant l'image de rapatriés courageux et capables de dompter toute situation, qui s'accordait bien avec un certain imaginaire colonial.

En prenant le point de vue de l'institution, l'auteur ne manque pas de donner, avec de nombreux exemples de dossiers individuels et de correspondances, le point de vue des rapatriés qui prennent progressivement leur marque dans une société à bien des égards hostile. Il démontre de manière convaincante la création progressive d'une culture pied-noir autour de plats, de musiques et de figures populaires (Enrico Macias, Marthe Villalonga). Même si ces pratiques culturelles pouvaient paraître populaires au temps de l'Algérie française, durant lequel beaucoup de Français préféraient garder la culture de la métropole, elles sont venues donner du liant à une communauté par ailleurs extrêmement clivée quant à sa vision sur l'Algérie française.

Dans les années 1970, l'aide spécifique a laissé place au droit commun et c'est la question de l'indemnisation des rapatriés qui a fait son apparition dans les débats parlementaires. Même si l'on aurait aimé en savoir plus sur les conditions dans lesquelles les rapatriés se sont assurés des appuis parmi les représentants politiques, l'importance des réseaux clientélistes est utilement soulignée pour expliquer la continuité de la cause des rapatriés dans les débats parlementaires. Elle a favorisé l'entretien d'un discours victimaire qui laissait souvent dans l'oubli les aides mises en place par l'État. Cette histoire sur cinq décennies les remet au centre du récit tout en accordant leur place à la multiplicité des parcours, des obstacles et des réussites.

ANGÉLINE ESCAFRÉ-DUBLET

1 - Article 4 de la loi du 23 février 2005 aujourd'hui révoqué dont l'introduction a fait polémique.

**Georges Bohas
et Florence Hellot-Bellier**

Les Assyriens du Hakkari au Khabour.

Mémoire et histoire

Paris, Librairie orientaliste Paul
Geuthner, 2008, 215 p.

Le présent ouvrage, d'aspect modeste, est un livre remarquable par sa sobriété de ton, la simplicité d'exposition d'un monde : les confins perses et ottomans, d'arrangements anthropologiques de semi-autonomie tribale, disparus à la faveur de l'établissement des États-nations turc, irakien, iranien et syrien, ainsi qu'un grand périple collectif qui défie tout récit simpliste. Ce grand dérangement, sur des dizaines d'années, mène les protagonistes du Sud-Est de la Turquie actuelle à la Djézireh syrienne en passant par Hamadan en Iran. Voilà un cas de mobilité collective d'un groupe ethno-religieux, lui-même divers, rassemblé sous le vocable d'Assyriens contemporains, comptant quelques dizaines de milliers de personnes (100 000 personnes tout au plus), mais dont la particularité permet de saisir la réorganisation brutale, calculée souvent bien loin du terrain et certainement encore en cours. Pour qui veut situer ce groupe assyrien dans l'histoire plus ample de l'Église née hors de l'Empire romain, on renvoie à la somme de Raymond Le Coz¹.

La clarté du propos peut faire oublier l'enchevêtrement savant d'une approche historiographique agencant de nombreux discours, plurilingues, pour dégager un récit sinon exhaustif, sinon définitif, du moins acceptable par divers protagonistes par le rendu des intentions qui guident ces récits-matériaux. Ces discours révèlent la subtilité du monde social des marches d'empires disparus, le cynisme des puissances interventionnistes, enfin le propre monde réflexif des personnes concernées, même si celles-ci appartiennent à une élite lettrée, éloignée de l'idéal du paysan-soldat de la société assyrienne du Hakkari mais aussi des masses illettrées des campagnes iranienne et mésopotamienne du début du XX^e siècle. Les auteurs articulent des voix d'en bas en araméen contemporain, saisies grâce à des livres d'érudits locaux, des témoignages, des souvenirs, mais aussi des conversations avec des vieillards, à des récits d'autres protagonistes en